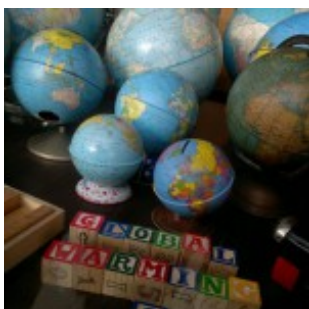




## K Impacts

---



### Dérèglement climatique : les Américains et les Chinois sont-ils les seuls responsables ?

Les deux pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre sont la Chine et les États-Unis. Ils seraient donc les principaux responsables du dérèglement climatique et devraient, en conséquence, être au premier rang de la lutte contre les changements climatiques. L'Union européenne ne représente, quant à elle, que 10 % des émissions mondiales, et 7 % de la population mondiale. Ainsi, il serait moins prioritaire d'agir en Europe (et en France en particulier), qu'en Chine ou aux États-Unis. Un tel raisonnement est-il juste ?

M  
Publié le 19 novembre 2015  
Modifié le 10 avril 2020  
En quelques mots

L'approche consistant à regarder uniquement les émissions absolues de gaz à effet de serre des différents pays afin d'identifier qui doit agir le premier pour lutter contre les dérèglements climatiques est trop réductrice pour apporter des réponses appropriées. Il est nécessaire de la dépasser et d'appréhender la situation avec une analyse plus fine.

Il s'agit d'abord d'identifier où résident les responsabilités, historiques et actuelles, en matière de changements climatiques. Cela nous amène à constater la place relative de la Chine dans l'émergence du problème, par rapport à celle des pays industrialisés, dont l'Union européenne et les États-Unis.

Le transfert des productions industrielles (et les émissions de gaz à effets de serres associées) vers les pays émergents méritent également l'attention. Si les émissions françaises ont diminué ces dernières années, c'est en grande partie dû aux délocalisations.

À ces deux constats, il faut associer la capacité d'agir des États à lutter contre ces dérèglements, afin de sortir au plus vite de l'ère des énergies fossiles. Vus sous cet angle, les États-Unis sont loin d'être exemplaires. Mais la prise de conscience des impacts des dérèglements (dangerosité et coûts), ainsi que des opportunités socio-économiques sous-jacentes à la mise en œuvre de politiques climatiques ambitieuses, imposent à l'Union européenne et à la France de ne pas attendre les États-Unis pour agir. Au contraire, toute latence dans l'action européenne (et française) aurait pour conséquence de nous rendre co-responsable de l'inaction mondiale.

*NB : les données graphiques sont généralement présentées sous forme d'émissions de CO<sub>2</sub> car ce sont souvent les seules disponibles à l'échelle mondiale (incluant pays industrialisés et en développement ou émergents).*



## L'approche des émissions par pays : « trompe l'œil » sur les questions de responsabilité

Le prisme des émissions de Gaz à effet de serre (GES) par pays comme unique approche est trop réducteur pour fournir des réponses justes à propos des responsabilités climatiques des États. Les émissions par habitant doivent également être examinées de près, en intégrant autant que possible les émissions « externalisées » vers les pays producteurs de biens de consommation, comme la Chine (émissions évitées ailleurs du fait des délocalisations).

## Émissions globales par pays et émissions par habitant : deux approches qui s'entrechoquent

Pour des raisons de commodité (en droit public international, seuls les États sont des sujets de droit), on

présente souvent le classement par pays des émissions nationales de GES. C'est l'approche adoptée par la Convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique (CCNUCC) et le Protocole de Kyoto. En 2013, la Chine et les États-Unis se situaient aux premiers rangs des pays les plus émetteurs de GES, l'Union européenne (UE) en 3<sup>ème</sup> position (la France en 17<sup>ème</sup> position).

| Pays       | MtCO2 |
|------------|-------|
| Chine      | 9601  |
| États-Unis | 5099  |
| EU28       | 3555  |
| Inde       | 2295  |
| France     | 341   |

Figure 1 : Émissions de CO<sub>2</sub> par pays en 2013 – Source : <http://www.globalcarbonatlas.org/fr/content/welcome-carbon-atlas>

Mais cette approche, bien qu'intéressante, fausse en partie le problème. Une autre vision des responsabilités se dessine si l'on se penche sur les émissions par habitant de ces mêmes groupes d'États et ce, sur une période de temps significative (afin de comprendre comment ces émissions évoluent).

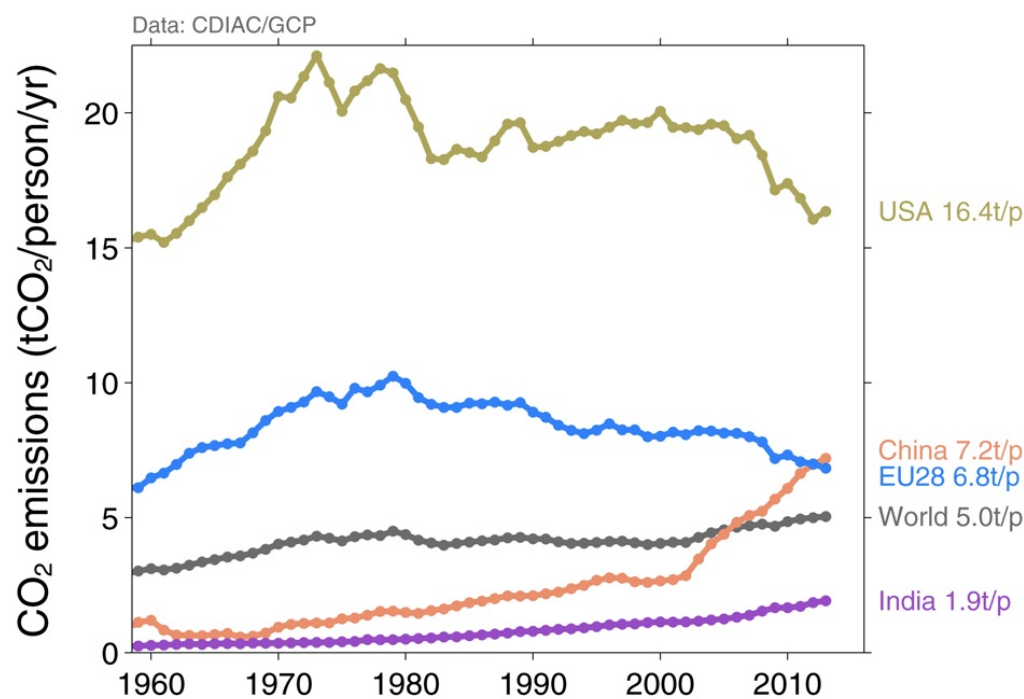


Figure 2 : Émissions de CO<sub>2</sub> par habitant, de 1960 à 2013 – Source : Global Carbon Budget 2014, [folk.uio.no/roberan/learnmore/more\\_GCP2014\\_figures.shtml](http://folk.uio.no/roberan/learnmore/more_GCP2014_figures.shtml)

Les émissions de CO<sub>2</sub> per capita des États-Unis, bien que décroissantes entre 1972 et 2013, sont de trois à cinq fois supérieures à la moyenne mondiale, ce qui interpelle sur leur niveau de responsabilité climatique. A l'inverse, les émissions moyennes d'un Chinois restent basses de 1960 jusqu'au début des années 2000, pour ensuite connaître un « boom » exponentiel qui, en dix ans seulement, les conduit à un niveau équivalent à celui d'un européen (2012). Cette récente hausse est le fait de l'évolution du commerce international : en délocalisant massivement leur production de biens, les pays industrialisés « exportent »

également vers les pays émergents (dont la Chine) les émissions de GES associées à la production. Ces émissions « évitées » ne sont plus comptabilisées dans les inventaires nationaux des pays industrialisés, entraînant un biais dans les comparatifs des responsabilités de chacun (au détriment de la Chine, le cas échéant).

## Prendre du recul : regard sur l'évolution des émissions

Ce constat est conforté par les émissions cumulées de CO<sub>2</sub> des États depuis 1870. Le graphique ci-dessous illustre le poids historique de chaque pays ou groupe d'États dans l'émergence du problème climatique, en représentant la part de chacun, exprimée en pourcentage d'émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, année après année, depuis la révolution industrielle.

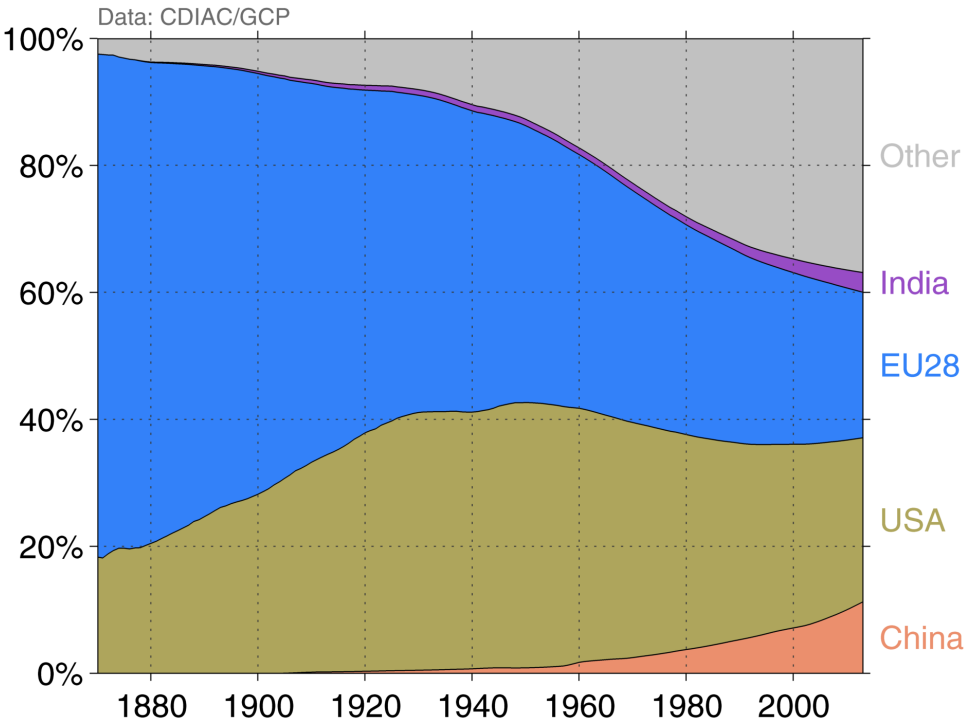


Figure 3 : Émissions de CO<sub>2</sub> cumulées depuis 1870 des USA, EU28, Inde, Chine, Reste du monde – Source : Global Carbon Project, Figures from the Global Carbon Budget 2014, CICERO, disponible sur : [folk.uio.no/roberan/learnmore/more\\_GCP2014\\_figures.shtml](http://folk.uio.no/roberan/learnmore/more_GCP2014_figures.shtml)

Ainsi, les États-Unis et l'UE sont responsables, à eux seuls, de presque 100 % des émissions totales de CO<sub>2</sub> à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, et de 50 % aujourd'hui. La Chine, elle, ne voit sa responsabilité engagée de manière significative qu'à partir des années 2000, soit 130 ans plus tard. L'Europe et les États-Unis ont donc, et de loin, un cumul d'émissions de gaz à effet de serre bien plus élevé que l'ensemble des autres pays.

Ce graphique permet de visualiser « qui doit agir le premier ? », selon le principe directeur de droit international des « responsabilités communes mais différenciées », présent dans la CCNUCC de 1992.

Le calcul des émissions cumulées de CO<sub>2</sub> par habitant d'un pays permet donc une indication sensiblement plus juste des responsabilités que celui, plus basique, des émissions totales d'un pays à un instant donné.

Néanmoins, cette analyse peut encore masquer un autre biais : les émissions d'un pays sont-elles générées uniquement par les habitants de ce pays ?

# Pour une généralisation de l'approche

## « empreinte carbone »

### Qu'est-ce que l'empreinte carbone ?

28 % des émissions de CO<sub>2</sub> circulent autour de la planète. C'est l'un des effets induits du commerce international actuel<sup>1</sup>.

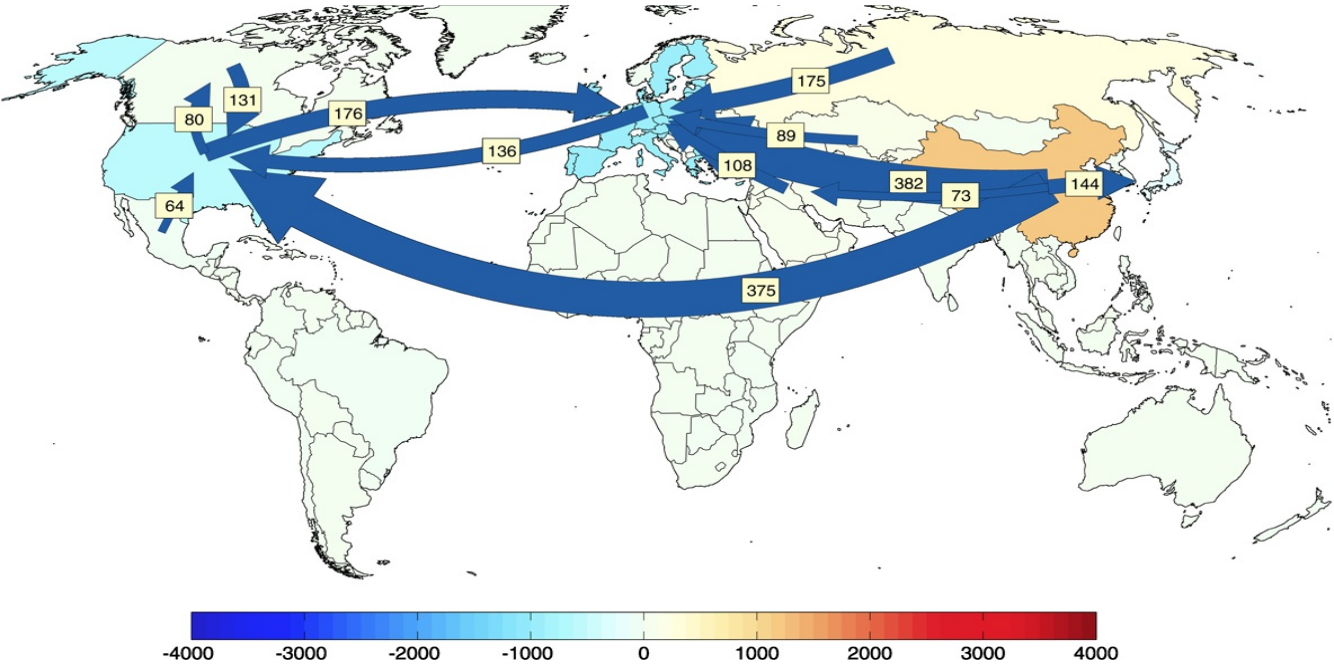


Figure 4 : Représentation des flux de marchandises à travers le monde, convertis en gaz à effet de serre –  
Source : Global Carbon Project, from Figures from the Global Carbon Budget 2014,  
[folk.uio.no/roberan/learnmore/more\\_GCP2014\\_figures.shtml](http://folk.uio.no/roberan/learnmore/more_GCP2014_figures.shtml)

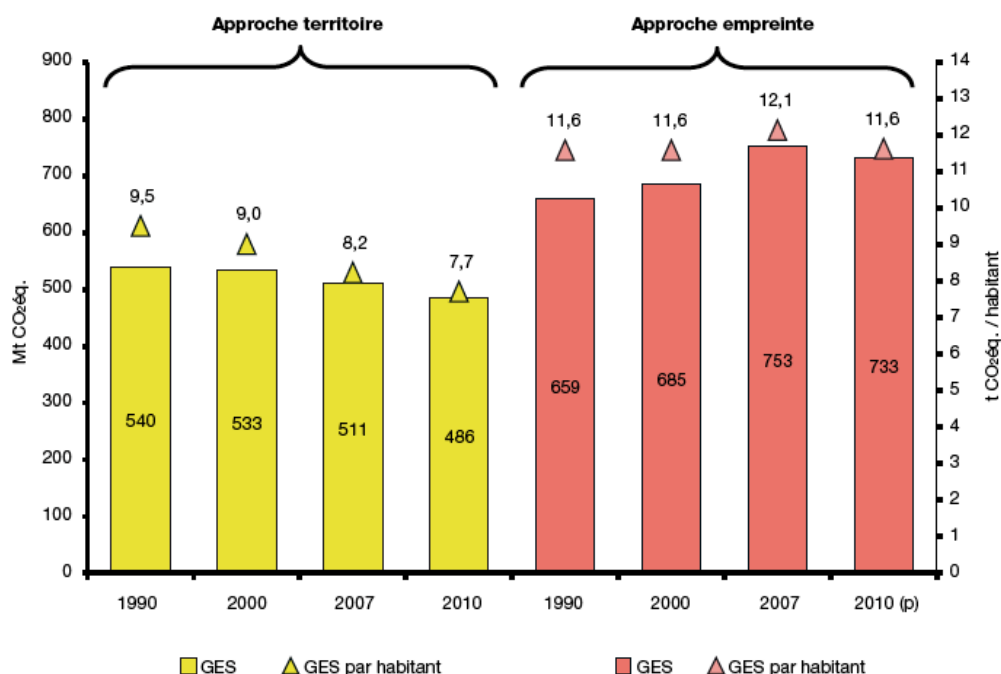
Pour remédier aux biais de calculs des émissions par habitant exposés précédemment, une autre approche se développe peu à peu : celle de l'empreinte carbone. Elle permet de comptabiliser les émissions dues à la consommation intérieure d'un pays, en ajoutant les émissions liées aux importations, et en retranchant celles liées aux exportations. Les résultats d'une telle méthode sont percutants ! En ce qui concerne les émissions de CO<sub>2</sub>, ils montrent un transfert d'une part importante de ceux-ci, en provenance des États-Unis et de l'UE (France comprise) vers les pays émergents, en particulier vers la Chine.

| Pays       | MtCO <sub>2</sub> |
|------------|-------------------|
| Chine      | 1561              |
| Inde       | 224               |
| France     | -190.6            |
| États-Unis | -441.7            |
| EU28       | -1172.1           |

Figure 5 : Transferts des émissions de CO<sub>2</sub> en 2012 – Source : <http://www.globalcarbonatlas.org/fr/content/welcome-carbon-atlas>

## Quid de la France ?

L'édition 2015 de « Repères, Chiffres clés du climat. France et Monde » du ministère de l'Écologie, intègre pour la première fois ce type de comptabilisation. Les chiffres du tableau ci-dessous parlent d'eux-mêmes.



Source : calculs SOeS d'après AIE, Citepa, Douanes, Eurostat, Insee.  
(p) : provisoire

Figure 6 : Émissions de GES de la France selon l'approche territoire et l'approche empreinte carbone entre 1990 et 2010 – Source : calculs SOeS d'après AIE, Citepa, Douanes, Eurostat, Insee.

« En 2010, selon l'approche territoire, la France a émis 486 millions de [tonnes équivalent CO<sub>2</sub>](#) (Mt CO<sub>2</sub>eq.) de GES (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O), soit 7,7 tonnes par habitant. Ces émissions sont en baisse de 19 % par rapport à 1990. En revanche, selon l'approche empreinte, ces émissions sont de 733 Mt CO<sub>2</sub>eq. en 2010, soit, rapportées à la population, autant qu'en 1990 : 11,6 tonnes par habitant (...). Une part croissante des émissions liées à la demande intérieure française est donc « importée » avec les produits manufacturés. »<sup>2</sup>

Autrement dit, alors que la France affiche une réduction de presque 1/5ème de ses émissions sur la scène internationale, elle n'aurait, en réalité, que « stabilisé » ses émissions entre 1990-2010.

Un travail presque similaire<sup>3</sup>, avait été mené par le Commissariat général au Développement durable<sup>4</sup> en 2012, pour comparer les résultats d'une telle démarche entre quelques pays clés, dont la France.

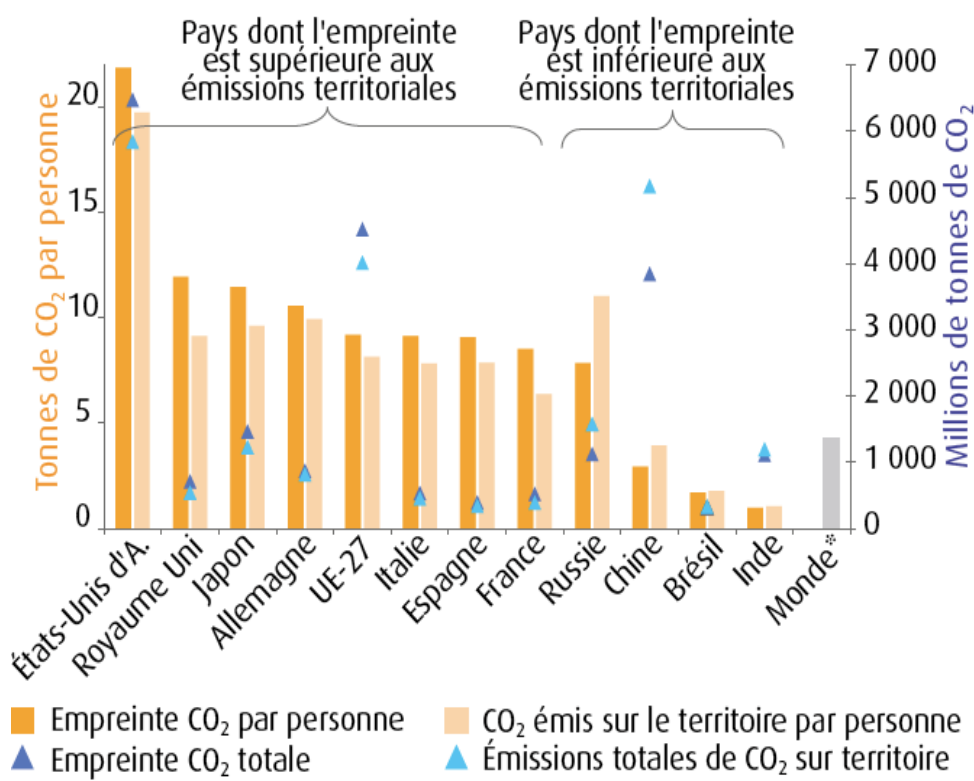


Figure 7 : Comparaison internationale des émissions de CO<sub>2</sub> (année 2005, CO<sub>2</sub> énergie uniquement), empreinte versus territoire

Le travail du Commissariat général au Développement durable, aboutit aux mêmes résultats : l'empreinte totale d'un Français est supérieure à ses émissions « territoriales ». Elle est quasi comparable à celle d'un Européen, mais nettement inférieure à celle d'un Américain. À l'inverse, l'empreinte carbone totale d'un Chinois est inférieure à ses émissions territoriales.

Une fois la redéfinition des responsabilités « climatiques » clarifiée, reste à en tirer les conséquences et agir à la hauteur des enjeux. Qu'en est-il ? Quels rôles doivent jouer l'UE, et en particulier la France, dans la lutte contre les changements climatiques ?

# Agir en faveur du climat ? Allier urgence et équité

Identifié dès 1992, l'objectif majeur de la CCNUCC est de limiter les dérèglements climatiques dus aux activités humaines à un niveau qui empêche toute perturbation dangereuse et irréversible du climat<sup>5</sup>. Cet objectif a été officiellement traduit en 2009-2010<sup>6</sup> par la nécessité de contenir le réchauffement planétaire en deçà de +2°C par rapport à la période pré-industrielle (un réchauffement planétaire de +4°C correspond à un changement d'ère climatique<sup>7</sup>).

## L'urgence : ne pas dépasser notre budget carbone mondial

Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) se succèdent<sup>8</sup> et leurs conclusions ne font que renforcer l'urgence d'une action internationale face aux dérèglements climatiques. Actuellement, nous dilapidons notre budget carbone mondial à une vitesse sans précédent<sup>9</sup> : les émissions mondiales de GES d'origine anthropique (liées à l'activité humaine) ont largement augmenté depuis 1970, avec un rythme accéléré depuis 2000.

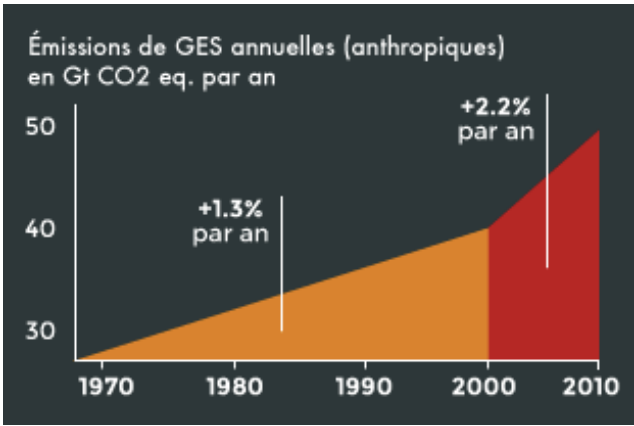


Figure 8 : Émissions mondiales de GES liées à l'activité humaine de 1970 à 2010 – Source : 5<sup>ème</sup> rapport du GIEC, avril 2014 (schéma tiré de [leclimatchange.fr](http://leclimatchange.fr))

Si cette tendance continue, une hausse de la température moyenne de 3,7°C à 4,8°C d'ici 2100 est prévue. Pour rester en deçà du seuil des +2°C, il faut viser une diminution des émissions mondiales de GES de 40 % à 70 % d'ici 2050 (par rapport à 2010) avec un pic des émissions vers 2020, et tendre vers la neutralité carbone à la fin du siècle. Il s'agit donc d'agir dès maintenant et de manière ambitieuse, pour réduire les risques actuels et futurs des dérèglements climatiques, et leurs coûts – économiques, environnementaux, humains, etc. – associés.

## L'équité comme élément de grille de lecture

Pour cela, il est non seulement nécessaire de « décarboner le monde », en changeant les modèles d'approvisionnement énergétique qui dominent l'économie, mais également – considérant l'empreinte carbone des citoyens des États-Unis et de l'UE/de la France – de revoir notre rapport à la consommation.

C'est « l'empreinte carbone cumulée » qui façonne l'équité : tenir compte des émissions cumulées des habitants d'un État, pour identifier leur part de responsabilité. Sous cet angle, les Chinois ne sont pas si « mauvais ». Ils supportent de manière croissante les émissions « évitées » d'autres pays, notamment celles des États-Unis et de l'UE dont la France.

L'autre indicateur guidant l'équité est celui de la capacité à faire : réduire, financer, s'adapter...

Compte tenu du poids économique dans les échanges commerciaux internationaux de l'UE (France incluse)<sup>10</sup> et des États-Unis, ces deux groupes d'États ont de réelles marges de manœuvre et d'influence pour décarboner notre système énergétique. Par exemple, investir dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sur les territoires permettrait une pénétration plus rapide de ces technologies et de ces savoir-faire, les rendant ainsi plus accessibles car moins chers. Les incidences positives seraient multiples. Certains pays en développement en pleine expansion bénéficieraient de bonds technologiques sobres en carbone, leur évitant de passer par la case du « tout fossile » pour se développer.

Tous les pays occidentaux n'ont, pour l'instant, pas pris des engagements à la hauteur de leurs responsabilités. En 2001, les États-Unis – bien qu'alors 1<sup>ère</sup> puissance mondiale – ont décidé de ne pas ratifier le protocole de Kyoto, au motif qu'il ne servait pas leurs intérêts économiques. Un tel positionnement eut des conséquences lourdes, immobilisant toute action fédérale favorable au climat jusqu'en 2009<sup>11</sup>.

## L'Union européenne et la France exemplaires ?

En 2001, l'UE avait décidé de prendre ses responsabilités, malgré le retrait américain : elle avait ratifié le Protocole de Kyoto et l'avait appliqué. Bien que salulaire à l'époque, ce leadership européen s'effrite ces dernières années. L'ambition de l'UE s'amoindrit progressivement<sup>12</sup>, justifiant en coulisse son manque d'audace par le retard états-unien. La dernière contribution européenne visant 40 % de réduction d'ici 2030<sup>13</sup> (soit un engagement à réduire ses émissions à un rythme d'environ 1 % par an) ne s'inscrit pas dans une trajectoire compatible avec son engagement à long terme de réduire ses émissions de 80-95 % à l'horizon 2050. Avec ou sans les États-Unis ! Même constat pour la France.

Or la raison (dangerosité et coûts des impacts des dérèglements), ainsi que les opportunités socio-économiques sous-jacentes à la mise en œuvre de politiques climatiques ambitieuses, imposent à l'UE et à la France de ne pas attendre les États-Unis pour agir vite et mieux.

## Le coût de l'inaction fortement supérieur à celui de l'action

En 2006, le Rapport Stern<sup>14</sup> évalua le coût de l'inaction contre le changement climatique entre 5 et 20 % du PIB mondial contre 1 % pour celui de l'action, si des mesures étaient prises au plus vite.

Le 5<sup>ème</sup> rapport du GIEC va dans le même sens. Ses conclusions de 2014 sont sans appel : plus les gouvernements tardent, plus le coût économique, social, sociétal et environnemental sera élevé. Pour tous les pays du monde, sans exception.

Le dernier rapport en date, produit par le groupe Citi, une des grandes banques mondiales, compare le coût de la décarbonisation à celui de l'inaction<sup>15</sup>, et conclut lui aussi sur l'avantage à agir<sup>16</sup>.

Ainsi, les politiques ambitieuses en faveur du climat revigoraient l'économie et, si elles sont bien conçues, deviendraient également des vecteurs de justice sociale<sup>17</sup>.

### Conclusion

S'appuyer sur le fait que la Chine et les États-Unis sont les deux premiers émetteurs de gaz à effet de serre pour dédouaner l'Union européenne et la France de toute action supplémentaire en faveur du climat est une lourde faute d'appréciation. L'UE et la France disposent de grandes capacités d'agir, elles sont loin de les avoir exploitées à la hauteur de leurs responsabilités et de l'urgence du problème climatique. Au contraire, tout atermoiement dans l'action européenne et française aura pour conséquence de nous rendre co-responsables de l'inaction mondiale.

Sources et références

1. <sup>↑</sup> *Les émissions importées : le passager clandestin du commerce mondial*, Réseau Action Climat, 2013, disponible sur : <https://reseauactionclimat.org/publications/emissions-importees-passager-clandestin-commerce-mondial/>

2. ↑ *Repères, Chiffres clés du climat, France et Monde*, p.22, dans Service de l'observation et des statistiques, 2015, disponible sur : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/)
3. ↑ Travaux basés sur des données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : seules les émissions de CO<sub>2</sub> issues de la combustion des énergies fossiles ont été comptabilisées. Pas d'inclusion du CO<sub>2</sub> hors combustion, de CH<sub>4</sub>, ni de N<sub>2</sub>O.
4. ↑ *Le point sur L'empreinte carbone de la consommation des Français : évolution de 1990 à 2007*, Commissariat général au Développement durable, ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, point n° 114, 2012, disponible sur : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/empreinte-carbone-de-la-consommation-des-francais-evolution-de-1990-2007>
5. ↑ Voir article 2 de la CCNUCC, 1992.
6. ↑ Au cours de la 15<sup>ème</sup> COP, à Copenhague (Danemark), cet objectif avait été retenu, mais il fallut attendre la 16<sup>ème</sup> COP (à Cancun, Mexique) pour qu'il soit intégré dans une décision onusienne. Pour plus d'informations : [unfccc.int/key\\_steps/cancun\\_agreements/items/6132.php](http://unfccc.int/key_steps/cancun_agreements/items/6132.php)
7. ↑ Pour en savoir plus sur les impacts liés au dérèglement climatique : [macop21.fr/comprendre-les-changements-climatiques/impact](http://macop21.fr/comprendre-les-changements-climatiques/impact)
8. ↑ Voir les conclusions du 5<sup>ème</sup> rapport du GIEC, le dernier en date : [ipcc.ch](http://ipcc.ch) ; ou encore, sur le site francophone de vulgarisation : [leclimatchange.fr](http://leclimatchange.fr)
9. ↑ Le GIEC a calculé un budget carbone mondial d'environ 3 670 gigatonnes de CO<sub>2</sub> (GtCO<sub>2</sub>) pour avoir plus de 50 % de chance de respecter la limite de 2° C (450 ppm). Or, depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le monde a déjà rejeté environ 1 900 GtCO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Ce budget est donc déjà largement entamé. Par ailleurs, l'activité humaine donne également lieu à l'émission d'autres substances diverses ayant une incidence sur le réchauffement planétaire. Ces substances réduisent elles aussi le budget total, pour le situer aux alentours de 2 900 Gt<sub>éq</sub>.CO<sub>2</sub>. Cela nous laisse donc environ 1 000 GtCO<sub>2</sub> à « dépenser » à l'avenir. *The Emission Gap Report 2014*, rapport du PNUE, disponible sur : <https://www.unenvironment.org/resources/emissions-gap-report-2014>
10. ↑ En 2014, le PIB de l'UE28 dépasse celui des États-Unis. L'UE est également la 1<sup>ère</sup> importatrice et exportatrice mondiale, devant les États-Unis et la Chine. [europa.eu/about-eu/facts-figures/economy/index\\_fr.htm](http://europa.eu/about-eu/facts-figures/economy/index_fr.htm)
11. ↑ Fin du second mandat présidentiel de G.W.Bush.
12. ↑ L'UE28 affiche déjà une réduction de 23 % de ses GES entre 1990 et 2014, alors même que son engagement international était de réduire de 20 % d'ici 2020. L'UE a donc atteint son objectif 2020 six ans avant le terme ! [www.eea.europa.eu/publications/trends-and-projections-in-europe-2015](http://www.eea.europa.eu/publications/trends-and-projections-in-europe-2015)
13. ↑ [ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2030/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2030/index_fr.htm)
14. ↑ [webarchive.nationalarchives.gov.uk/20080910140413/http://www.hm-treasury.gov.uk/independent\\_reviews/stern\\_review\\_economics\\_climate\\_change/sternreview\\_index.cfm](http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20080910140413/http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/sternreview_index.cfm)
15. ↑ *Why a Low Carbon Future Doesn't Have to Cost the Earth*, Energy Darwinism II, 2015, disponible sur : [ir.citi.com/hsg32Jl1m4alzicMqH8sBkPnbsqfnwy4Jgb1J2kIPYWlw5eM8yD3FY9VbGpK%2Baax](http://ir.citi.com/hsg32Jl1m4alzicMqH8sBkPnbsqfnwy4Jgb1J2kIPYWlw5eM8yD3FY9VbGpK%2Baax)
16. ↑ Un différentiel limité dans la facture globale (le coût de l'action serait de 190,2 milliards de dollars, alors que celui de l'inaction de 192 milliards de dollars, soit un différentiel de 1,8 milliards de dollars), mais l'action permettrait d'éviter d'énormes dettes.
17. ↑ <https://www.etuc.org/fr/document/position-de-la-ces-sur-la-lutte-contre-les-changements-climatiques-en-europe-et-dans-le>

Crédit photo : [Roland Tanglao](#) – [CC BY 2.0](#)

